

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Pas cela, et pas vous (Boris Souvarine). — Un budget de 42 milliards... (C.-E. Labrousse). — La Semaine internationale (Robert Pelletier). — Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvrier ? (A. Thaeimer).

La misère de la classe ouvrière et la théorie de la paupérisation (Marcel Ollivier). — Le Front unique en action dans le monde (Albert Treint). — Parti politique et Syndicat (H. Jeannin). — Les Létrines du Kant (Spectator).

## Pas cela, et pas vous

Moscou, 20 mai.

**L**a façon dont notre Parti a abordé et traité la question du front unique, a créé pour les communistes français une impossibilité pratique de conformer leur action à celle de l'Internationale dans son ensemble, du moins pour un certain temps. La méthode préconisée par l'Exécutif ne peut pas entrer immédiatement en vigueur chez nous, c'est là une constatation qui peut mettre d'accord la majorité des membres du Parti. Mais l'accord ne doit pas être ainsi limité. Il faut qu'il s'étende à l'analyse des causes qui ont rendu momentanément inapplicable en France la tactique du front unique et à l'adoption des moyens à employer pour mettre fin promptement à cet isolement où se trouve la section française de l'Internationale.

L'heure de la réalisation active de la tactique du front unique n'a pas encore sonné pour nous : pourquoi ? Pas pour les raisons invoquées par les adversaires à tout prix de cette tactique, et qu'il est facile de réfuter les unes après les autres. Mais pour d'autres raisons. La première est que notre Parti n'est pas encore l'organisation forte qu'il devrait être, forte ne signifiant pas ici *nombreuse*, mais *cohérente* et *disciplinée*. La seconde est que notre Parti n'a pas pris lui-même assez rapidement conscience de la signification, de la valeur et de la nécessité de cette tactique, et que, partant, il n'a pas préparé le milieu ouvrier à l'accueillir comme il convient.

Tant que notre Parti gardera dans ses rangs des hommes qui restent les ennemis de sa raison d'être, de sa constitution même, de ses origines, de ses principes essentiels ; des hommes qui veulent défaire l'œuvre du Congrès de Tours, qui remettent constamment en question les thèses de l'Internationale, les 21 conditions d'adhésion, la résolution fondamentale de Tours, la scission indispensable à la-

quelle nous devons notre indépendance organique ; des hommes qui veulent refaire l'unité menteuse de notre Parti avec les dissidents ou une fraction des dissidents ; des hommes, en un mot, qui ne sont dans notre Parti que pour le détruire, tant que cette situation intolérable durera, le Parti français sera incapable de mettre en application les décisions de l'Internationale. A plus forte raison sera-t-il impuissant à diriger une tactique politique exigeant une grande maîtrise de soi, une sécurité intérieure absolue, sans lesquelles il est impossible d'aborder avec chances de succès une lutte plus difficile en France que partout ailleurs.

Faire enfin le Parti communiste, mener à bien la transformation du Parti *commencée seulement* à Tours où la majorité avait conscience de n'avoir franchi qu'une étape, ne plus tolérer la remise en question de nos principes fondamentaux, chasser de nos rangs les amis de l'ennemi, rendre notre Parti plus ouvrier, lui donner un programme politique répondant aux questions essentielles de la vie du prolétariat, telle est notre première tâche urgente.

Tant que les chefs de notre Parti méconnaîtront la véritable tactique du front unique conçue par l'Internationale, tant que ses journaux la déformeront et la discréditeront, tant que ses sections seront égarées par une campagne où se conjoignent des courants très divers et dont certains sont d'inspiration étrangère au communisme, il sera inutile de songer au front unique prolétarien en France. Car la condition indispensable à cette unité de front, c'est l'existence d'un Parti communiste qui la veuille !

Faire maintenant ce qui aurait dû être fait il y a six mois, exposer loyalement la conception de l'Internationale, l'analyser objectivement, l'étudier sans la volonté préconçue ou irréfléchie de lui faire échec à tout prix,

se préoccuper de l'expérience acquise par l'Internationale et plusieurs de ses sections principales, flétrir et sanctionner sans rémission toute tentative de saisir l'occasion du désaccord d'un jour comme prétexte à une rupture de notre Parti avec l'Internationale, telle est notre deuxième tâche urgente.

La question ne se pose même pas de savoir s'il y a dans notre Parti une majorité pour accomplir ces tâches. La masse du Parti est saine et a pris au sérieux son adhésion à l'Internationale Communiste. On peut l'égarer pour un temps, mais elle reprendra vite conscience d'elle-même, elle se ressaisira et retrouvera la bonne orientation. La discussion qui ne fait que commencer l'y aidera pour une bonne part. Les détestables « arguments » qu'y ont jeté jusqu'à présent les détracteurs de l'idée si débattue, lui donnent certainement déjà à réfléchir.

Que vaut, par exemple, cet argument selon lequel la thèse de l'Exécutif a été diversement présentée, qu'elle s'est plus ou moins transformée depuis son apparition, ou que certains commentateurs ont apporté des contradictions ? S'ensuit-il que la thèse ne vaut rien ? Il faudrait le démontrer, et l'on s'en garde. Mais admettons un instant que les critiques de la « présentation » soient fondées. Elles ne pourraient atteindre que la forme, pas le fond. Elle signifieraient tout au plus que les membres de l'Exécutif et ses délégués sont d'insuffisants théoriciens, des constructeurs de thèses malhabiles. Supposons-le encore. Et après ? Les communistes ne sont pas des dieux. Tout ce qu'on peut exiger d'eux, c'est qu'ils fassent leur possible. L'Exécutif a fait son possible. S'il n'a pas fait plus encore, c'est peut-être qu'il a beaucoup à faire à la fois. Et vous, chers critiques, seriez-vous des théoriciens de génie ? Si cela était, on le saurait. Jusqu'à présent, personne ne s'en est aperçu. Nul ne vous interdit pourtant de montrer vos capacités : qu'attendez-vous ? Il n'est personne à l'Exécutif qui ne laisserait avec empressement son poste à un camarade mieux doué. Il y a du travail pour tout le monde dans l'Internationale ! Mais laissons là les suppositions, un instant admises pour faire la partie belle aux contradicteurs. En vérité, l'affirmation de ceux-ci ne tient pas debout. La thèse de l'Exécutif ne s'est transformée qu'en se précisant. Entre la minute où Lénine l'a énoncée pour la première fois et celle où paraît cet article, elle s'est enrichie de la confrontation des expériences faites dans le passé, des tentatives nouvelles, des discussions à l'Exécutif et dans tous les Partis. Il ne s'agit pas d'un théorème de géométrie, d'une démonstration de science exacte, que le temps n'altère pas. Il s'agit d'une conception vivante, d'une politique, d'une méthode de lutte. En six mois, nous avons beaucoup appris, et la thèse a subi des retouches. Dans six mois, elle en aura subi peut-être encore : cela prouvera que nous avons appris quelque chose encore. Si quelqu'un possède un livre où se trouve sous une

forme définitive la solution que nous cherchons, qu'il l'apporte sans plus tarder. Il nous épargnera bien des tâtonnements, bien des faux pas, auxquels personne ne tient essentiellement.

Et cet autre « argument » qui prétend que nous disons aujourd'hui le contraire de ce que nous disions il y a deux ans ? Il prouve seulement que ceux qui nous l'opposent n'ont rien compris à ce que nous disions il y a deux ans, comme ils ne comprennent rien à ce que nous disons aujourd'hui. Il y a deux ans, nous disions en somme que notre tâche historique était de fonder un Parti communiste en France, comme dans tous les pays. Nous n'avons pas à retrancher un mot de cela. Nous avons bien fait ce que nous avons fait dans les circonstances difficiles d'alors. Nous le referions, si c'était à refaire. Il ne nous reste qu'à achever ce qui fut si bien commencé et si mal continué. Mais nous n'allons pas passer notre vie à répéter ce que nous disions deux ans auparavant. Aujourd'hui, nous ne disons pas le contraire, nous disons autre chose. Nous avons dit qu'il fallait créer l'instrument de lutte du prolétariat : le Parti communiste. Nous disons maintenant : l'instrument créé, il faut s'en servir. Où est la contradiction ? Nous avons passé par une phase de différenciation, de constitution organique. Nous entrons dans une phase d'action des masses. Où est la contradiction ? Nous étions, en 1920, les conditions du moment nous imposaient certaines tâches. Nous sommes en 1922, des conditions différentes nous imposent des tâches nouvelles. Où est la contradiction ?

Et ce super-argument, cet argument-masque : « Le Parti ne peut pas se déjuger ? » Après avoir surpris la bonne foi du Parti, abusé de sa confiance, lui avoir conté des sornettes sur le soi-disant retour à l'ancienne unité, le soi-disant triomphe de la II<sup>e</sup> Internationale à la Conférence de Eerlin, le soi-disant Exécutif suprême constitué par la Commission des Neuf, la soi-disant participation ministérielle, le soi-disant « désarmement révolutionnaire » et le reste, on dit au Parti : Maintenant que tu t'es prononcé dans l'ignorance de la question et sous une pression sans retenue, tu ne vas pas te déjuger ! Et l'Internationale Communiste est accusée de vouloir le « désarmement révolutionnaire ». Et les bolcheviks sont taxés d'opportunisme. Et l'on donne à l'organisme international du prolétariat révolutionnaire des leçons de communisme ! Et qui donne ces leçons ? Qui ? Des hommes qui étaient, moins de deux ans plus tôt, des adversaires acharnés du communisme, des partisans de la défense nationale, des coreligionnaires politiques de Longuet, des partisans de l'unité avec Renaudel.

Alors, après avoir donné des preuves d'une extraordinaire patience, il est temps que nous rappelions le mot fameux : « Pas cela ! Et pas vous ! »

**Boris SOUVARINE.**

# Un Budget de 42 Milliards... annonce le Rapporteur Général du Budget

M. Charles Dumont vient de plaider non-coupable. L'événement se passait à la Chambre. Pas à la 11°. Non, M. Charles Dumont a parlé tranquillement devant ses collègues du Palais-Bourbon, auxquels personne n'a eu le mauvais goût de demander la main-levée de son immunité.

Très applaudi par la majorité, l'homme des Banques de Province, porte-parole du Bloc, s'est félicité de l'œuvre fiscale accomplie depuis le début de la législature.

Il est vrai que ce plaidoyer intéressé répondait à un fâcheux réquisitoire, solidement charpenté de chiffres, que venait de dresser un autre élu du Eloc : M. Bokanowski, rapporteur général du budget.

Il n'a pas été drôle, M. Bokanowski. Le *Temps* gémit sur ses paroles. Et l'on comprend que le pasteur Soulier ait marmonné à son banc, comme l'agent de Crainquebille :

— Pour des choses à dire, ce n'est pas des choses à dire. Sûr et certain que ce n'est pas à dire.

Car M. Bokanowski, rapporteur général du budget, a tout bonnement prédit la banqueroute, la banqueroute prochaine.

Savez-vous à combien s'élève le déficit du budget de 1921, réserve faite du budget recouvrable ? A 6 milliards 363 millions. POUR L'ENSEMBLE DU BUDGET ET POUR LES BESOINS DE LA TRESORERIE, IL A FALLU EMPRUNTER 30 MILLIARDS DE FRANCS PENDANT LE MEME EXERCICE.

30 milliards en 1921... C'est sensiblement la somme qui représente, pour les quatre années de guerre, la moyenne annuelle du déficit. La paix bourgeoise coûte aussi cher que la guerre.

\*\*

La politique des emprunts, qui paraît avoir toutes les faveurs de M. de Lasteyrie, aggrave inexorablement chaque année le problème budgétaire. Le déficit se grossit de nouveaux arrérages à payer. C'est ce que Vincent Auriol a très justement appelé la politique de la « capitalisation du déficit ». La dette intérieure, aujourd'hui de 243 milliards, sera dans six ans, lors de la restauration présumée des régions libérées, de 400 milliards pour le moins. Les arrérages s'élèveront de 13 milliards à 34 milliards. Alors...

...Alors 24 milliards de francs pour la dette publique, dit M. Bokanowski ; 10 milliards pour les

services publics civils et militaires ; ajoutez à ces 34 milliards les dépenses départementales et communales, pour 8 milliards...

*Peut-on envisager la possibilité de prélever chaque année, sur le revenu national des Français, qu'on estimait à 35 milliards avant la guerre, et qui peut être évalué aujourd'hui, après la dévaluation du franc, à 80 ou 90 milliards, une somme d'impôts de 42 milliards de francs ?*

Encore ces 42 milliards d'impôts ne représentent-ils qu'un minimum. M. Bokanowski déclare lui-même qu'il est optimiste en ne prévoyant que 400 milliards de dettes, et il n'incorpore pas dans ses prévisions budgétaires la dotation des pensions...

Acceptons néanmoins ce chiffre de 42 milliards. Où les trouver ? Le misérable de Lasteyrie en ramasse à grand peine un peu plus du tiers. Ses dépenses s'affirment incompressibles, ses recettes... inextensibles ; son déficit irréductible.

Que sera-ce demain !

Vous ne trouvez pas que le moment était vraiment choisi pour adjuer, avant-hier, à l'aventure de Syrie un paquet respectable de millions ?

C.-E. LABROUSSE.

VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

## NOUVELLE ÉTAPE

PAR

LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité  
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

# La Semaine Internationale

## Les Dettes Interalliées

Le voyage diplomatique de M. Poincaré à Londres s'est marqué par un échec complet. De sa conversation avec M. Lloyd George, il n'est même pas sorti une possibilité d'entente entre les deux gouvernements. Ce désaccord persistant a été souligné par la déclaration de M. Lloyd George aux Communes annonçant que le gouvernement britannique avait la ferme intention de maintenir intactes ses créances et même d'en toucher les arrérages.

L'intérêt seul de la dette française dépasse de beaucoup les possibilités financières de la France. Si on y ajoute l'intérêt des sommes dues à l'Amérique, la France est vraiment dans la situation du débiteur insolvable. Il faudra donc, un jour ou l'autre, solliciter un arrangement, à Londres aussi bien qu'à Washington. Pour parler franc, il faudra que la République française accepte la suzeraineté anglaise ou la suzeraineté américaine ou peut-être les deux, avec tous les dangers que cette dualité peut comporter.

Ou bien il faudra annuler les dettes, déclarer à l'Angleterre et à l'Amérique que la France ne leur doit plus rien, mais cette solution révolutionnaire n'appartient pas, ne peut pas appartenir à aucun des partis bourgeois. Inscrite d'avance au programme communiste, le jour n'est peut-être pas loin où elle deviendra le mot d'ordre concret de notre Parti, et lui permettra de rallier pour cet objectif révolutionnaire tous ceux qui ne se soucient pas de voir le capitalisme anglo-saxon se superposer pour lui succéder au capitalisme français défail- lant.

En attendant, il est assez curieux de constater le désarroi des dirigeants français. Les journaux officiels reprochent véhémentement à M. Lloyd George de ne pas parler de réduction de la dette française, alors qu'il a promis de réduire la dette russe. Ce reproche est vraiment curieux, quand il vient sous la plume de ceux qui prétendent imposer à la Russie prolétarienne l'accomplissement de tous les engagements contractés par les tsars. L'argument a d'ailleurs laissé complètement insensible le *Foreign Office*, qui a pris une offensive diplomatique sur le terrain de Tanger.

## La Question de Tanger

Lorsqu'après d'innombrables traités, conférences et conventions la France fut reconnue

officiellement comme « protectrice » du centre et du sud du Maroc, pendant que l'Espagne se chargeait de « protéger » le nord, la ville de Tanger ne fut accordée ni à l'une ni à l'autre.

L'Angleterre aurait volontiers pris Tanger. Son abstention fut l'extrême limite des concessions faites à la France. Tanger est devant Gibraltar ; une grande puissance installée à Tanger peut, avec des mines et des sous-marins, « barrer la route impériale des Indes ». L'Angleterre impérialiste ferait deux guerres comme la précédente pour écarter une pareille menace.

Mais, d'autre part, Tanger est placée pour être le seul grand port commercial du Maroc. D'innombrables grandes lignes de navigation passent devant Tanger, elles n'y font pas escale parce que, pour le moment, Tanger n'a pas de port pour abriter les navires, pas de marchandises à exporter, mais le jour où la ligne de chemin de fer Tanger-Fez sera construite, toute l'importation et l'exportation du Maroc central se fera par Tanger et les ports du Maroc français, Khénitra, Rabat, Casablanca verront diminuer leur trafic, leur position excentrique loin des grandes routes maritimes ne leur permettant pas de concurrencer Tanger.

Aussi la Résidence française au Maroc a-t-elle fait tout ce qui était en son pouvoir pour retarder la construction du chemin de fer Tanger-Fez. Mais la convention d'Algésiras comportait l'obligation de construire cette ligne avant toutes les autres. Après l'armistice, l'Angleterre est intervenue pour faire respecter cette clause. Car vous pensez bien que les capitalistes britanniques, qui savent toute la valeur de Tanger, y ont investi des capitaux considérables, et ils entendent en tirer profit. Actuellement, la ligne est presque achevée.

Ces temps-ci, la question de Tanger est redevenue brûlante, parce que le Sultan, qui est entre les mains de la France, a accordé la concession des travaux du port de Tanger à une société où sous les noms de « français » et de « marocains », les capitaux français ont une part considérable.

Les industriels anglais se sont plaint de voir une importante entreprise leur échapper, et le *Foreign Office* n'a pas tardé à contester la légitimité de cette concession. Cette protestation a fait, par ailleurs, la joie du gouvernement espagnol, car l'Espagne considère que Tanger doit lui revenir. Par ailleurs, le gouvernement de Madrid a sur la France une

vielle créance de plusieurs centaines de millions de pesetas, prêtés pendant la guerre, et dont Paris remet d'année en année l'échéance, dans l'espoir fallacieux de voir remonter le franc. L'Espagne aurait volontiers parlé d'un échange entre sa créance et les « droits » français sur Tanger, mais cette ville est destinée à exercer une telle maîtrise économique sur le Maroc, que le gouvernement français a jusqu'à présent résisté.

Maintenant que l'Angleterre se met activement de la partie, on a vraisemblablement renoncé au Quai d'Orsay à l'espoir longtemps caressé de rattacher Tanger au Maroc français. La France se tient sur la défensive juridique basée sur le principe de la souveraineté du Sultan. Cette souveraineté est évidemment une fiction pure, puisque Mouley Youssef est l'instrument de la France.

Ce qui compte, dans ce débat, ce ne sont pas les arguments qu'emploient les adversaires, ce sont les moyens de pression, extérieurs au problème, dont ils disposeront, et ce n'est pas sans raison que M. Lloyd George a rappelé au gouvernement français qu'il pourrait, en octobre, lui réclamer deux milliards et demi. A tous ses défauts et des dangers, l'impérialisme français joint celui d'être criblé de dettes. Ce n'est pas une condition qui permette à M. Poincaré ou à ses successeurs d'espérer beaucoup.

### Deux Meurtres Politiques

A vingt-quatre heures de distance, deux hommes sont tombés, à Londres et à Berlin, sous les coups d'adversaires politiques.

Le maréchal Wilson a été pleuré par la presse bourgeoise française. C'était un maréchal ayant fait la « grande guerre », c'était un conservateur d'extrême droite, c'était un adversaire de M. Lloyd George et un contempteur de la Russie, toutes raisons bien faites pour attendrir le *Temps*.

Mais on a un peu trop passé sous silence les faits qui expliquent le meurtre.

Le maréchal Wilson était un ennemi acharné de l'Irlande. Il avait voulu entraîner le gouvernement anglais à rompre toute tentative de pacification et à « refaire la conquête de l'Irlande ». Ayant échoué à Londres, il avait repris son projet à Belfast, il se préparait, avec les Orangistes, à entrer en campagne contre le sud de l'Irlande. Sur ses indications, la guerre avait commencé, et quelques centaines d'Irlandais avaient été écrasés sous le feu de l'artillerie. Deux Irlandais ont tué le maréchal Wilson... C'est la guerre ! Quand on fait la guerre, même comme maréchal, il peut arriver de se faire tuer.

M. Rathenau, lui, ne faisait pas la guerre,

et c'est sans doute parce qu'il ne voulait pas la faire qu'il a été tué. C'est aussi et surtout parce que la politique d'exécution qu'il voulait faire triompher s'est heurtée à la mauvaise volonté du gouvernement français. La République bourgeoise ne peut pas vivre en Allemagne parce que la République bourgeoise, sa voisine de l'Ouest, ne fait rien pour l'y aider. L'échec de la démocratie allemande est souligné plus qu'aggravé par l'assassinat de M. Rathenau. Aurait-il vécu, qu'il n'aurait pu éviter, ni pallier cet échec. Que cette mort soit ou non le signal d'une crise violente, il n'en est pas moins assuré que l'avenir verra en Allemagne le renforcement du communisme, héritier désigné de la république démocratique qui s'écroule.

Robert PELLETIER.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

|               | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois .....  | 7 »    | 8 »      |
| 6 mois .....  | 13 »   | 14 »     |
| 12 mois ..... | 26 »   | 28 »     |

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

#### VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

## ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES  
DE LA RÉVOLUTION À LA LUMIÈRE  
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité  
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

# Qu'est-ce qu'un Gouvernement Ouvrier ?

[Cet article a été écrit pour le Bulletin Communiste par notre camarade Thalheimer, rédacteur en chef de la Rote Fahne de Berlin.]

Nous publierons, dans notre prochain numéro, un second article, également inédit, de Thalheimer : « Réflexions d'un Communiste allemand sur le cas Fabre ».]

Berlin, le 13 juin 1922.

J'ai lu avec intérêt l'article du camarade Duret, dans l'*Internationale*, au sujet du gouvernement ouvrier. C'est tout de même un bon signe que la Section Française de l'I. C. commence à s'intéresser aux problèmes qui touchent au mouvement allemand. En effet, les problèmes du mouvement allemand, et en particulier celui du gouvernement ouvrier, présentent un intérêt pour toute l'Internationale, et ce n'est pas seulement le droit, mais encore le devoir des camarades français de s'en occuper sérieusement, comme il est, d'autre part, du devoir des communistes allemands de suivre de près les problèmes du mouvement français.

Les mouvements communistes, français et allemand, exercent l'un sur l'autre l'influence la plus directe. Plus que partout ailleurs, il faut qu'il existe, entre la propagande et l'action de nos deux partis, cette « coordination » dont parlent les thèses du 3<sup>e</sup> Congrès concernant la tactique.

Passons maintenant à la question du gouvernement ouvrier.

Pour les camarades français, la difficulté de bien comprendre ce problème consiste en ceci : que la situation concrète qui a obligé le Parti Communiste en Allemagne (en plein accord avec l'I.C. et pour ainsi dire à l'unanimité) à poser la question du « gouvernement ouvrier » sur le terrain pratique, n'existe pas encore en France.

Quelle est cette situation concrète ?

Elle est caractérisée par l'existence d'une coalition gouvernementale bourgeoise et sociale dans le Reich et d'un « gouvernement socialiste » en Saxe et en Thuringe. La revendication ayant trait à la formation d'un « gouvernement ouvrier » a été posée comme un mot d'ordre de combat contre la coalition bourgeoise-socialiste, et c'est dans cette situation particulière qu'elle est tout à fait compréhensible.

Cet état de choses n'existe pas encore en France, mais il pourra peut-être exister demain. Tout semble indiquer que les jours du Bloc National sont comptés et que l'étape suivante, très courte peut-être, sera celle d'une coalition gouvernementale radicale-bourgeoise et socialiste.

Et dans ce cas-là, le problème du gouvernement ouvrier deviendra aussi pour la France un problème d'ordre pratique, et c'est comme tel qu'il devra être traité.

Le camarade Duret considère cette question d'une manière abstraite, c'est-à-dire fautive. Il en donne une analyse logique et abstraite, mais nullement concrète et pratique. Il arrive donc à une série de contradictions logiques qu'il est incapable de résoudre.

Je vais essayer de trouver une solution à certaines contradictions logiques qui ont été indiquées par le camarade Duret ; je le ferai par rapport à

la situation concrète en Allemagne, mais je ne promets pas de les résoudre toutes et ceci pour une raison bien simple. Seules les antinomies fictives, apparentes, peuvent être résolues. Cependant, le problème du gouvernement ouvrier est plein de contradictions dans son fond même ; il contient toute une série d'antinomies dialectiques qui ne pourront être résolues que par un mouvement révolutionnaire effectif et non pas par quelques formules abstraites.

Mais toutes les revendications partielles ou provisoires que nous posons ont le même caractère. On n'en comprendra aucune, si l'on ne se rend pas compte que, toutes, elles recèlent une antinomie réelle ; et cela veut dire simplement que ces revendications passagères constituent des formes du mouvement révolutionnaire et qu'elles ne peuvent être dépassées et supprimées que par ce mouvement lui-même qu'elles ont préparé.

L'incompréhension fondamentale du caractère essentiel du gouvernement ouvrier consiste chez Duret en ceci qu'il le sépare du mouvement élémentaire des masses, qu'il méconnaît complètement que ce gouvernement ouvrier n'est le résultat d'aucun maquignonnage parlementaire, et à sa source dans une puissante vague révolutionnaire.

Duret écrit, dans la conclusion de son article : « Nous ne serons jamais contre un gouvernement ouvrier sorti au cours de la Révolution et qui s'appuierait sur les Conseils ouvriers, émanation même du prolétariat... Mais entre un gouvernement qui s'appuie sur les Conseils ouvriers et entre un « gouvernement ouvrier » qui s'appuie sur une majorité parlementaire et créé dans une période de calme plat, il y a un abîme. Il faut savoir distinguer entre les deux ; partisans du premier, nous ne pouvons être qu'adversaires résolus du second ».

Le « gouvernement ouvrier », dont Duret est « adversaire résolu », est un fantôme, produit de sa propre imagination, une caricature, et il est très regrettable que le camarade Duret, avant de s'élever contre le « gouvernement ouvrier », ne se soit pas donné la peine d'établir les faits tels qu'ils sont. Les discussions, les résolutions, les actes du Parti allemand, ne peuvent laisser aucun doute à un observateur consciencieux sur ce fait que le « gouvernement ouvrier » ne ressemble en rien à ce produit du maquignonnage parlementaire dont parle Duret.

Le « gouvernement ouvrier », considéré comme une revendication, constitue justement un moyen pour mettre en mouvement les masses, et il ne peut devenir une réalité qu'autant que produit d'un mouvement révolutionnaire des masses.

Le problème du « gouvernement ouvrier » fut posé d'abord en Allemagne en connexion avec la lutte pour la saisie des valeurs réelles (confiscation effective des entreprises capitalistes), pour le désarmement de la garde blanche bourgeoise, pour la transformation de la police de protection en une force armée prolétarienne, pour la destruction de la justice bourgeoise, pour l'éloignement des fonctionnaires réactionnaires, etc.

Y a-t-il quelqu'un, bien informé de la situation, qui croie qu'un gouvernement qui accepte de telles revendications puisse être formé « dans une pé-

riode de calme plat » et qu'il s'appuie *seulement* sur une majorité parlementaire ?

Mais on nous dit que les *Conseils ouvriers* font défaut à un pareil gouvernement.

Les *Conseils ouvriers* ont péri après la première vague de la révolution en Allemagne. La question est de savoir comment ils peuvent être rappelés à la vie. Tout simplement grâce à une propagande pour les *Conseils*, pour les *Soiets* ? Sûrement non, mais uniquement grâce à une *action* large et profonde des masses, comme résultat non seulement d'une propagande théorique, mais encore de nécessités pratiques, immédiates. C'est le combat pour le gouvernement ouvrier qui fait naître, sous une forme quelconque, les *Conseils ouvriers* et qui exige une pression particulière et organisée des masses prolétariennes.

C'est pourquoi, en *Saxe*, nous posons comme condition absolue de la formation d'un gouvernement ouvrier, le principe suivant lequel toute loi, avant d'être votée, doit être soumise à la discussion et à l'approbation des *Conseils d'usine* du pays.

Il est évident que ces derniers constituent le *noyau* des *Conseils ouvriers* politiques et que ces noyaux se développeront forcément en *Conseils ouvriers* complets dans la bataille pour la réalisation des mesures révolutionnaires prises par le gouvernement ouvrier.

Mais à quoi encore un *Parlement* à côté des *Conseils ouvriers* ? Pour une raison bien simple. Parce que, en Allemagne, il n'y a aujourd'hui que la minorité de la classe ouvrière qui soit convaincue de la nécessité des *Soviets*, tandis que la majorité croit encore qu'on peut accoler les institutions parlementaires et soviétiques. Seule une *expérience pratique* peut convaincre cette majorité de la nécessité de rompre *complètement* avec les institutions parlementaires.

Si nos camarades russes, après la prise du pouvoir par les *Soviets*, ont encore convoqué l'Assemblée Constituante, c'est uniquement pour prouver pratiquement aux masses qu'on est obligé d'envoyer la Constituante à tous les diables.

Le *Parlement* et les *Soviets* existant côte à côte, certes, c'est une contradiction ; mais c'est une contradiction nécessaire et inévitable dans une situation où la majorité de la classe ouvrière est assez forte pour prendre en main le pouvoir, mais ne s'est pas encore débarrassée complètement des illusions de la démocratie bourgeoise. Cette antinomie sera réglée dans la *lutte* par la vie et non par un raisonnement abstrait.

Notre première tâche consiste donc à livrer une bataille pour les objectifs que la majorité de la classe ouvrière comprend, et pour lesquels elle est prête à lutter.

La classe ouvrière allemande, dans sa majorité, n'est pas encore préparée à combattre *immédiatement* pour un gouvernement des *Conseils*. Par contre, il semble que le moment s'approche où elle sera prête à rompre avec les partis bourgeois et à former un gouvernement ouvrier. Et il est ainsi tout indiqué, par la situation concrète, de mettre à l'ordre du jour, en Allemagne, à titre de revendication provisoire, la formation d'un gouvernement ouvrier.

Duret dit encore, en substance : « Vous ne considérez pas les social-réformistes comme capables de lutter même pour les réformes ; comment pouvez-vous vous attendre à ce qu'ils prennent des mesures révolutionnaires contre la bourgeoisie, étant ministres ? Quelle contradiction ! »

Contradiction, en effet ; non pas toutefois contradiction due à notre logique, mais antinomie des faits. Personne ne s'attend à ce que les social-réformistes dirigent et mènent à bonne fin une révolution. Cependant, sous la pression des événements, sous la pression de leurs propres partisans, ils seront forcés de faire avec nous quelques pas qui, par la logique même des faits, conduisent plus loin. Ils s'arrêteront à un certain point ; quant au mouvement qu'ils ont aidé, bien malgré eux, à déclencher, il les dépassera, s'il est assez puissant, ou bien ils l'arrêteront, s'il est faible. Telle est l'histoire de tous les débuts révolutionnaires. On ne comprend rien à ces changements brusques et à ces contradictions, si l'on n'envisage que la vie parlementaire quotidienne et les périodes historiques calmes.

\*\*\*

Empruntons quelques exemples à l'histoire de la Révolution allemande.

Le 9 novembre 1918, à 9 heures du matin, M. Fritz Ebert fut nommé, par le prince Max de Bade, au poste de dernier chancelier du kaiser. Le 10 novembre, il était déjà « commissaire du peuple » de la République allemande.

En l'espace de 24 heures, des millions de bourgeois se transformèrent de royalistes en républicains.

Certainement, ce processus de transformation a ses limites, ses lois propres. Les conducteurs idéologiques des masses sont liés, leur action est limitée par leur propre idéologie. Mais les masses qui les suivent voient plus loin, elles s'abandonnent à la pression des faits, elles changent leur idéologie sous l'influence des événements, c'est-à-dire qu'elles changent leurs chefs.

Pourquoi ne nous bornons-nous pas à exercer notre influence sur les masses elles-mêmes ? La raison en est simple. Les masses sont organisées ou bien elles sont soumises à l'influence des organisations.

Pour déclencher le mouvement, on a besoin des chefs des organisations. On en a besoin tout particulièrement dans les périodes où la tension dans les masses est encore faible. On en a besoin d'autant plus que les masses sont mieux organisées. Lorsque, une fois déclenché, le mouvement se poursuit, devient plus large et plus profond, il rejette ceux qui veulent l'arrêter.

Telle est la marche de tout mouvement révolutionnaire en croissance. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la Révolution russe, de mars à novembre 1917, pour trouver une confirmation de ce fait.

Il est évident qu'il ne s'agit point, en l'occurrence, des simples pourparlers diplomatiques avec les chefs social-réformistes. Il s'agit de faire valoir à leurs yeux la pression déjà existante des masses de leurs adhérents, pour renforcer, d'autre part, le mouvement grâce à l'appui des chefs eux-mêmes. Cette méthode n'est point aussi simple que certains de nos camarades français peuvent se l'imaginer. Elle exige une stratégie souple, un changement rapide de méthodes et elle n'a, malgré cela, rien d'artificiel ; elle constitue, au contraire, une conséquence naturelle de la marche des événements.

Quels chefs doivent être pris en considération lorsqu'il s'agit d'appliquer cette tactique ? — Nous voulons mettre le prolétariat en mouvement. Il faut donc prendre en considération les dirigeants des organisations politiques ou syndicales qui

exercent une influence réelle sur la classe ouvrière et qui s'appuient sur les masses prolétariennes.

Duret demande : « Quelle est la différence essentielle entre les partis social-réformistes et bourgeois radicaux ? Ne poursuivent-ils pas, en réalité, la même politique bourgeoise ? N'exercent-ils pas, les uns et les autres, une influence sur les masses prolétariennes ? »

La question qui nous intéresse, au point de vue du but à atteindre, est tout simplement celle-ci : sur quelles masses s'appuient les partis, les uns et les autres, au point de vue de l'organisation ? C'est cela qu'il faut distinguer.

Un exemple permettra de nous en rendre compte.

Il n'est pas douteux que le Parti allemand du Centre (parti catholique) exerce encore une certaine influence sur les larges masses prolétariennes. Toutefois, sa base, au point de vue de l'organisation, n'est pas le prolétariat, mais la petite bourgeoisie. Il n'entre donc pas pour nous en ligne de compte. Par contre, la base des syndicats chrétiens, au point de vue de l'organisation, est certainement prolétarienne. Leur idéologie n'est pas celle de la lutte de classe, elle est bourgeoise, mais elle n'est pas ouvertement anti-prolétarienne, comme par exemple celle des syndicats jaunes. Ils comptent donc pour l'application de notre tactique.

Les radicaux-socialistes français sont d'essence petite-bourgeoise non seulement par leur idéologie, mais aussi par la base sur laquelle s'appuie leur organisation. Voici pourquoi le front uni prolétarien n'a pas besoin d'eux. Telle est la réponse à la question de Duret sur ce point.

Duret demande encore : « Si l'attitude des social-réformistes, au sein d'un gouvernement ouvrier, est hésitante, paralysante, de quelle façon les communistes, qui participent à un pareil gouvernement, pourront-ils les démasquer ? Et les masses comprendront-elles ? »

Je réponds : les masses prolétariennes comprendront beaucoup mieux que n'ont compris jusqu'ici maints chefs communistes. Elles comprendront si l'on se tourne vers elles. Pour ne pas être entraîné à la remorque par les éléments social-réformistes du gouvernement, il faut que le Parti soit d'une fermeté à toute épreuve, que la fraction parlementaire soit soumise sans réserves à la direction du Parti et, avant tout, que le Parti soit bien organisé et compte de nombreux adhérents. On ne peut pas tenter une telle expérience avec un parti qui n'est ni sûr de lui-même, ni fortement discipliné.

D'autre part, la coalition, à la suite de laquelle le Parti Communiste constitue une cellule du « gouvernement ouvrier », n'est pas éternelle. Un gouvernement ouvrier n'est pas un mariage, pas même une liaison : l'amour n'y joue aucun rôle, mais seulement la raison froide et l'intérêt.

Duret croit qu'un « gouvernement ouvrier » doit donner forcément un regain de crédit au parlementarisme et corrompre parlementairement le Parti Communiste. Quant à ce dernier point, un Parti Communiste qui se laisse corrompre par le parlementarisme, n'est communiste que de nom. Qu'un parti vraiment communiste puisse se servir du Parlement dans l'intérêt de la Révolution, cela est prouvé aussi bien par l'exemple russe après 1905-1906 que, croyons-nous, par celui du Parti allemand. Le danger existe, sans aucun doute, et ce n'est nullement un accident qu'un certain nombre de chefs parlementaires, en Allemagne,

soient passés du communisme au centrisme socialiste. Cependant, c'est l'expérience allemande qui prouve le mieux à quel point un Parti Communiste arrive vite et radicalement à bout de ce danger, s'il a la force, l'esprit de décision et la clarté nécessaires.

Un gouvernement ouvrier fera-t-il remonter le crédit du parlementarisme ? Le camarade Duret, en posant cette question, se croit assurément lui-même très révolutionnaire et très antiparlémentaire. Il ne s'aperçoit pas qu'il soutient ainsi que les méthodes parlementaires suffisent pour prendre des mesures révolutionnaires dans l'intérêt de la classe ouvrière.

De deux choses l'une : ou bien on admet que les méthodes de la démocratie bourgeoise sont suffisantes pour faire une révolution prolétarienne, pour assurer la domination de la classe ouvrière ; c'est alors et seulement alors qu'on peut redouter que le gouvernement ouvrier ne renforce le crédit du parlementarisme auprès de la classe ouvrière.

Cette hypothèse est contredite par les expériences de deux révolutions : celle de la Commune de Paris et, sur une plus grande échelle, celle de Russie. En tout cas, elle est contraire à la théorie communiste.

Ou bien on admet que le « gouvernement ouvrier » sera forcé de recourir aux mesures d'une dictature prolétarienne et d'en créer les organes ; et alors, il est clair que les institutions parlementaires non seulement n'y gagneront pas, mais y perdront du crédit et, à un certain tournant de la guerre civile, seront jetées par-dessus bord.

Et, ici, revenons au point décisif.

La base de tous les malentendus du camarade Duret, c'est le fait qu'il s'imagine qu'un « gouvernement ouvrier » qui puisse être formé et vivre dans la banalité quotidienne d'une vie parlementaire. Cependant, si un tel gouvernement est créé, il ne peut l'être qu'avec un programme révolutionnaire de transition, — soutenu par les masses prolétariennes qui sont capables de le réaliser. Un « gouvernement ouvrier » ne signifie point le début d'une idylle parlementaire, mais le commencement de la guerre civile, l'exaspération de la lutte. La première mesure fondamentale prise par un « gouvernement ouvrier » sera le désarmement de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière.

Un gouvernement ouvrier sera obligé immédiatement de prendre des mesures tendant à soumettre les entreprises capitalistes au contrôle du gouvernement ouvrier, etc.

Il est évident qu'en face de ces mesures destinées à assurer à la classe ouvrière une position dominante, la bourgeoisie ne se tiendra pas tranquille. Elle utilisera le Parlement comme un champ de bataille pour organiser ses forces. Elle mobilisera, dans ce but, tous les éléments de l'appareil gouvernemental dont elle dispose. Elle mettra en mouvement sa presse.

Il va de soi qu'on ne pourra pas abandonner à l'ennemi, dans la guerre civile, les armes de la tribune parlementaire. On ne pourra laisser à cet adversaire aucune place dans l'administration et dans la justice. La logique même du combat obligera à marcher, pas à pas, vers la destruction de l'appareil d'Etat, démocratique et bourgeois, depuis le Parlement jusqu'à la justice, etc., et à construire un Etat prolétarien.

L'avant-garde communiste sait, par raisonnement théorique, que le chemin de la révolution prolétarienne passe par la dictature et elle con-

naît, dans leurs grands traits, les formes et les moyens de cette dictature. Ces conceptions des éléments avancés de la classe ouvrière facilitent la marche de celle-ci, lui rendent le chemin plus court, mais elles ne peuvent pas remplacer l'expérience pratique des masses elles-mêmes.

La démocratie bourgeoise ne sera pas vaincue par la critique seule que, nous autres communistes, nous émettons à son égard, toute nécessaire et profitable qu'elle soit. Le Parlement et le préjugé parlementaire ne disparaîtront que le jour où la classe ouvrière sera forcée de briser le Parlement afin d'arracher cette arme de la main de l'ennemi.

L'idée principale du « gouvernement ouvrier » est celle que la propagande théorique seule, auprès des masses les plus larges, ne pourra pas conduire à une République des Conseils et qu'elle doit être liée avec la pratique du combat.

Toujours est-il que le « gouvernement ouvrier »

est quelque chose d'absolument différent de ce que le camarade Duret s'imagina.

Je crois avoir aussi fourni des preuves que les objections de Duret contre le « gouvernement ouvrier » ne sont qu'en apparence des objections radicales, fondées sur des principes, et qu'en réalité, c'est un doute envers les principes mêmes du communisme qui est à leur base.

Il m'a semblé important de montrer aux camarades français l'incompréhension fondamentale du principe du « gouvernement ouvrier » dont a fait preuve ce camarade, non seulement pour qu'ils comprennent, comme il est nécessaire, la tactique du Parti allemand, mais surtout pour que notre Parti frère français puisse s'initier à la tactique du front unique.

Car les malentendus, dans le fond, sont les mêmes dans l'une et l'autre question.

Berlin, 13 juin.

(Trad. par M. M.)

A. THALHEIMER.

## La Misère de la Classe Ouvrière et la Théorie de la Paupérisation

C'était devenu une habitude, dans la social-démocratie d'avant-guerre, de dénier toute exactitude à la « théorie de la paupérisation », qui constitue l'une des bases de la doctrine marxiste. Selon Marx, l'une des caractéristiques du régime capitaliste, c'est sa tendance à abaisser constamment la classe ouvrière au-dessous de son niveau moyen d'existence, *niveau moyen* déterminé par les besoins de sa subsistance et de sa reproduction. Il s'ensuit que le développement même du régime capitaliste entraîne avec lui un appauvrissement constant de la classe salariée.

Le grand maître du revisionnisme, Edouard Bernstein, affirmait, contrairement à Marx, que non seulement la situation de l'ouvrier n'empire pas au fur et à mesure du développement du régime capitaliste, comme le prétendait Marx, mais qu'elle s'améliore au contraire constamment. Il appuyait son affirmation sur de nombreuses statistiques qui prouvaient qu'au cours du dix-neuvième siècle, et plus particulièrement de 1850 à 1900, le salaire *réel* de l'ouvrier avait augmenté dans des proportions très sensibles. Cette correction de la doctrine marxiste devait nécessairement avoir comme conséquence un redressement de la pratique révolutionnaire. Le mot révolution perd le sens qu'il avait chez Marx, de conquête violente du pouvoir politique par le prolétariat, et signifie désormais : réalisation pacifique du socialisme par le moyen des réformes. Celles-ci deviennent le but principal sur lequel les social-démocrates doivent concentrer tous leurs efforts.

Dans la *Neue Zeit*, Kautsky essaya de réfuter l'argumentation de Bernstein et de défendre Marx contre le revisionnisme. Sans contester le fond des affirmations de Bernstein, d'après lesquelles la situation du prolétariat tendait à s'améliorer avec le développement du régime capitaliste, — contrairement à ce qu'avait dit Marx, — Kautsky se contentait de nier la conclusion à laquelle Bernstein avait abouti. Il s'en tirait au moyen

de la fameuse théorie de l'*appauvrissement social* du prolétariat. Selon lui, le mot « appauvrissement » n'avait pas chez Marx un sens absolu, mais relatif. S'il était vrai que la situation du prolétariat s'était améliorée depuis cinquante ans, la situation de la classe possédante s'était améliorée dans des proportions infiniment supérieures, de sorte que le gouffre qui séparait les deux classes antagonistes s'approfondissait chaque jour davantage, inculquant au prolétariat le sentiment qu'il était victime d'une injustice sociale croissante et que, seule, la révolution pouvait faire cesser. C'est là que résidait, selon Kautsky, tout le sens de la théorie de la paupérisation, de Marx. Ainsi comprise, les arguments de Bernstein ne pouvaient l'atteindre, et la révolution violente restait bien le but des efforts de la social-démocratie.

En réalité, l'argumentation de Kautsky n'était qu'un artifice de rhétorique. Il ne parvenait à échapper aux conclusions de Bernstein qu'au moyen d'une gymnastique assez peu convaincante. Sa théorie de l'appauvrissement social du prolétariat, à l'aide de laquelle il se proposait d'étayer la doctrine marxiste, en est au contraire la négation complète. En donnant à la révolution des causes d'ordre purement idéologique, il en fait disparaître la base économique sur laquelle Marx l'avait fondée, et lui enlève son caractère de nécessité historique, indépendante de la *volonté subjective*.

Bernstein pouvait avoir raison d'affirmer que le salaire *réel* de l'ouvrier *moyen* avait augmenté de 1850 à 1900, cela n'entamait en rien la valeur de l'analyse de Marx.

Kautsky, aussi bien que Bernstein, oubliait que les lois de Marx ne sont autre chose que des lois de tendance et qu'elles ne peuvent, par conséquent, être vérifiées qu'en envisageant le *processus* capitaliste dans son ensemble, et non une de ses parties, considérée isolément.

D'autre part, il est faux de prétendre que le sa-

laire moyen d'un ouvrier soit la norme qui permette de reconnaître la position sociale d'une classe à un moment déterminé de l'histoire et de mesurer le progrès ou le recul accompli par elle. Cette façon de raisonner ne tient compte ni des crises périodiques qui bouleversent régulièrement l'économie capitaliste, sources de souffrances inouïes pour la classe ouvrière, ni du chômage permanent qui, dans la société capitaliste, réduit à la famine des centaines de milliers d'ouvriers, avec leur famille.

Enfin, s'il est, en effet, incontestable que le salaire réel d'un ouvrier moyen a augmenté de 1850 à 1900, date à laquelle s'arrêtent les statistiques de Bernstein, cette augmentation elle-même montre une forte tendance à diminuer à partir de cette époque. L'économiste Charles Gide l'évalue à 25 % seulement à l'année 1912. Et cette constatation importante nous met sur la voie de la solution du problème.

\*\*\*

Le processus capitaliste comporte deux phases principales qu'il est facile de distinguer.

La première, qui commence avec le régime capitaliste lui-même, peut être appelée *la phase de la libre concurrence* ; la seconde, qui a commencé aux environs de l'année 1890, pourrait être appelée *la phase du monopole* ou encore *la phase de l'impérialisme*.

Au cours de la première, le capitalisme se développe sur la base du principe de libre concurrence, ouvre de nouveaux marchés et agrandit sans cesse le champ de son activité.

Les conflits entre le prolétariat et la bourgeoisie, ne mettant en jeu que des intérêts locaux, secondaires, sont de durée relativement courte et rapidement apaisés. Les améliorations apportées dans la technique et les progrès constants du machinisme permettent au patronat d'accorder aux ouvriers les augmentations de salaires qu'ils réclament. La législation ouvrière apparaît comme un moyen de régler les rapports entre le capital et le travail. Les syndicats sont considérés comme de simples organisations corporatives, ayant pour mission exclusive de défendre les intérêts professionnels des ouvriers. L'idée de la révolution nécessaire n'est pas encore née chez les ouvriers, dont le sort s'améliore lentement, mais d'une façon continue.

Dans la seconde période, les contradictions internes du régime de production capitaliste apparaissent, au contraire, au premier plan. Les crises qui l'agitent périodiquement atteignent un caractère de gravité jusqu'alors inconnu. La concurrence fait place au monopole. Des trusts formidables se constituent, qui entrent en lutte pour la conquête des marchés de main-d'œuvre et de matières premières. Mais cette lutte entraîne des frais, qui retombent avant tout sur la classe ouvrière.

La hausse du prix des denrées la frappe tout d'abord en diminuant la valeur réelle de son salaire. Puis, c'est le salaire nominal lui-même qui est touché. Les progrès du chômage produit par les crises, la fermeture d'une partie des usines organisées en trusts et l'introduction du système Taylor dans la technique du travail, en jetant sur le pavé un nombre considérable d'ouvriers, permettent au patronat d'imposer ses conditions. L'idée de la révolution nécessaire s'impose dans les esprits. Le syndicalisme corporatif fait place au syndicalisme révolutionnaire, qui se propose la suppression du salariat et du patronat.

Cette seconde période a commencé, avons-nous dit, aux environs de l'année 1890. Or, à l'époque où Bernstein écrivait son fameux livre (1899-1900), ces transformations ne s'étaient pas encore fait sentir avec suffisamment de poids, pour pouvoir apparaître dans une statistique qui s'étendait sur une longue période de temps, et par conséquent, pour infirmer les conclusions que Bernstein croyait pouvoir en tirer. Mais il suffit de consulter les statistiques publiées quelques années plus tard pour s'apercevoir que les conclusions révisionnistes avaient été faites trop hâtivement, et qu'une nouvelle période s'est ouverte, au cours de laquelle les prévisions de Marx vont se réaliser avec une précision presque mathématique.

\*\*\*

Sur ce point, comme sur tant d'autres, la guerre devait démontrer d'une façon éclatante la justesse des calculs de Marx. La crise actuelle, qui dépasse en étendue, en durée et en profondeur, toutes les crises qui ont agité le régime capitaliste au cours de son développement séculaire, voit apparaître les mêmes phénomènes que dans les précédentes crises, mais avec une incomparable ampleur.

La guerre, conséquence naturelle du développement du régime capitaliste, a ébranlé le régime dans ses profondeurs. Les dépenses formidables qu'elle occasionna, la destruction d'une grande partie des richesses accumulées pendant des dizaines d'années, la ruine de plusieurs dizaines de millions d'hommes, les charges imposées aux Etats vaincus par les Etats vainqueurs, ont profondément bouleversé l'économie capitaliste. La désagrégation générale du système des changes, provoquant de l'appauvrissement de la plupart des pays belligérants, a porté le trouble même dans les pays non directement touchés par la guerre. Et comme dans les précédentes crises, c'est encore le prolétariat qui doit supporter toutes les charges de la crise actuelle. Mais celle-ci, contrairement aux précédentes, qui n'étaient que des crises de croissance, met en jeu l'existence même du régime et de la classe qui en bénéficie. Alors que les autres se résolvait au moyen d'une compression des frais de production encore facile à exercer : perfectionnement des moyens techniques de production, fermeture des usines les moins avantageusement placées, abaissement des salaires sur une échelle et dans des proportions relativement restreintes, la crise actuelle ne peut se résoudre qu'au prix de mesures telles qu'elles mettent en danger l'existence même de la classe ouvrière et qu'elles l'accablent au pire esclavage. Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur la situation économique mondiale, moins de quatre ans après la fin de la guerre, pour se rendre compte de la vérité de cette affirmation.

Le fait principal qui caractérise la crise actuelle issue de la guerre, c'est la désagrégation complète du système des changes, qui rompt l'unité économique du monde et rend impossible toute reprise d'activité normale dans les anciens cadres économiques. Mais, si différente qu'elle soit des autres, la crise actuelle ne peut se résoudre que par les mêmes moyens employés précédemment. Seule, une diminution des frais de production permettrait au capitalisme de surmonter la crise actuelle et de reprendre le cours de son activité.

Or, examinons les choses de près.

La désagrégation actuelle du système des changes divise le monde en deux parties distinctes : les pays à change bas, et les pays à change élevé. Dans les premiers, la dépréciation du change a pour résultat, d'une part, une augmentation consi-

dérable des exportations et, d'autre part, une élévation formidable des prix à l'intérieur. Dans les seconds, la valeur élevée du change entraîne un arrêt de l'industrie, par suite de la concurrence des pays à change bas, et, par conséquent, un chômage considérable et une diminution générale des salaires. Dans les deux cas, c'est la classe ouvrière qui supporte toutes les conséquences de cet état de choses. C'est à ses dépens que le capitalisme rétablit l'équilibre détruit par la guerre.

Mais ce n'est pas tout. A la hausse des prix dans les pays à change pas, au chômage et à la diminution des salaires dans les pays à change élevé, viennent encore s'ajouter la prolongation de la journée de travail, imposée aux ouvriers comme une mesure nécessaire pour maintenir les salaires à un taux permettant de les faire vivre, tout en donnant aux patrons la possibilité de soutenir la concurrence, et les impôts formidables, dont l'Etat capitaliste a besoin pour couvrir le déficit de son budget.

Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire du mouvement ouvrier, jamais la situation des travailleurs salariés ne fut pire qu'aujourd'hui. Jamais on ne fut témoin d'une misère aussi généralisée. Les crises d'autrefois n'atteignaient qu'une portion relativement restreinte de la classe ouvrière. Aujourd'hui, celle-ci est atteinte dans sa presque totalité. Il n'y a pas de pays, pas de catégorie spéciale d'ouvriers qui ne soient touchés. Dans les pays de l'Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Pologne, Roumanie), la population ouvrière est réduite à un état voisin de la famine. Comparativement à 1914, son niveau d'existence a baissé de plus de 100 %. Faute d'une nourriture suffisante, des centaines de milliers d'enfants sont voués à la tuberculose. Le lait, la viande et le beurre ont à peu près disparu des ménages ouvriers. L'élévation constante du prix des denrées, l'augmentation formidable des impôts indirects, la crise des logements, rendent l'existence du prolétariat de plus en plus précaire. D'après les statistiques les plus imparciales, le niveau actuel d'existence de la population ouvrière des pays de l'Europe Centrale est d'un quart au-dessous du minimum nécessaire à la vie.

Dans les pays à change plus ou moins élevé, comme la France, l'Italie, la Suisse, l'Angleterre, l'Amérique, la situation de la classe ouvrière, pour n'être pas aussi désespérée, n'en est pas beaucoup plus enviable. L'immense armée des sans-travail (5 millions aux Etats-Unis, 2 millions en Angleterre, 500.000 en Italie, 150.000 en Suisse, en ne comptant que les chômeurs officiellement inscrits), ne donne qu'une idée approximative de la misère qui s'est abattue sur la population ouvrière des pays « riches ».

Si l'on passe du terrain économique au terrain politique, la situation est encore pire, jamais on n'assista à une pareille oppression de la classe exploitée, jamais la lutte pour réduire cette classe à merci n'atteignit un tel degré d'intensité. Tremblant pour sa domination, la bourgeoisie s'efforce de briser à tout prix la résistance du prolétariat et de dissoudre ses organisations de défense et de combat. Partout la propagande communiste est réprimée avec une brutalité sans bornes. Des corps blancs se constituent pour le maintien de « l'ordre » et la lutte contre les organisations révolutionnaires. Des lois d'exception sont votées pour réprimer le mouvement communiste. L'assassinat des militants communistes est à l'ordre du jour. Les prisons capitalistes s'emplissent chaque jour d'ouvriers révolutionnaires.

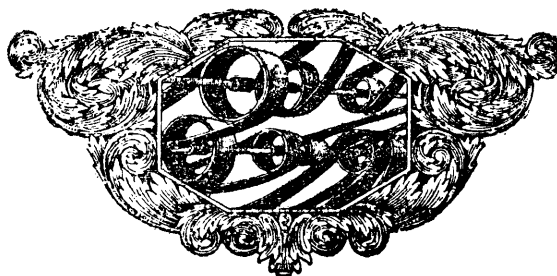
Dans cette lutte impitoyable, toutes les libertés

« démocratiques » péniblement acquises par le prolétariat au cours des trente dernières années disparaissent les unes après les autres : suppression de la liberté de la presse (censure, interdiction et confiscation des journaux communistes), suppression de la liberté de penser (procès d'opinion, suppression de la liberté de réunion (interdiction des meetings et des assemblées communistes), suppression de la liberté de coalition (dissolution des organisations syndicales, suppression du droit de grève dans certains pays), suppression de la liberté de déplacement (régime des passeports), suppression des garanties de droit international, suppression du droit d'asile (expulsions, extraditions des réfugiés politiques).

La vieille discussion sur la valeur de la théorie de la paupérisation disparaît, désormais, comme inutile. Les faits en ont démontré l'inanité. L'affirmation de Marx, selon laquelle le développement du capitalisme tend à abaisser constamment le niveau d'existence du prolétariat au-dessous du minimum indispensable, s'est révélée exacte, contrairement à ce que croyait Bernstein, non seulement d'une façon relative (selon l'interprétation de Kautsky), mais d'une façon absolue. L'examen de la situation mondiale montre que c'est l'existence même de la classe ouvrière qui est aujourd'hui en question. Le maintien du régime capitaliste signifie pour la classe ouvrière une aggravation constante de son sort, et la conduira, à bref délai, si elle ne se soulève pas auparavant, à une situation pire que l'esclavage. Ainsi que le faisait remarquer Marx, la société antique accordait du moins la subsistance aux esclaves qui la faisaient vivre. La société capitaliste, elle, ne peut vivre qu'en sacrifiant des masses entières de salariés.

Le devoir du prolétariat est donc clair. Plus que jamais, la disparition du régime capitaliste doit être à l'ordre du jour. C'est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

Marcel OLLIVIER.



## LA LUTTE DE CLASSES

Bulletin de l'Internationale Syndicale Rouge

Parait deux fois par mois

Rédaction :

V. GODONNECHE, A. ROSMER

J. TOMMASI, Guy TOURETTE

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

France..... 5 fr. 6 mois ; 10 fr. un an  
Extérieur..... 7 50 — 15 fr. —

Chèque postal :

Marcel Hasfield, n° 43.08, Paris

96, quai Jemmapes, Paris (10<sup>e</sup> arrond.)

# Le Front Unique en action dans le Monde

(Suite et Fin)

A Berlin, dans les deux syndicats du personnel des auberges et des tabacs, les communistes obtiennent une écrasante majorité. Chez les métallurgistes, les majoritaires refusent de constituer une liste de concorde, conformément à la proposition communiste. Alors, les Indépendants font liste commune avec les communistes. Les majoritaires ne sont pas assez nombreux pour pouvoir présenter une liste et ils sont contraints de se retirer de la lutte. Les indépendants et les communistes restent seuls en présence, et la réussite de ces derniers paraît certaine. Dans 73 sections sur 84, les candidats communistes ont, en effet, 10 à 12.000 voix contre 7 à 8.000 aux indépendants. Vraisemblablement, les communistes auront 16 délégués métallurgistes au Congrès Général des Syndicats allemands.

Les communistes ont aussi enregistré des victoires métallurgistes importantes à Nuremberg, à Bochum, à Dresde, à Dantzig, à Monaco, à Remscheid, à Wupperthal, à Erfurt, à Iéna, à Fuhr, à Ansbach, etc.

L'on peut voir que les succès des communistes dans les syndicats sont particulièrement sensibles dans les localités où le front unique a été pratiqué le 20 avril et le 1<sup>er</sup> mai avec une certaine ampleur.

Néanmoins, il faut tenir compte que les électeurs syndicaux ne sont pas toute la masse ouvrière. La partie la plus arriérée de la masse ouvrière est précisément celle qui s'abstient de participer activement à la vie syndicale. Dans un certain nombre de centres importants, les communistes sont encore en minorité sur le terrain syndical. Mais, par contre, dans un grand nombre de localités, les communistes ont déjà gagné la majorité des ouvriers, politiquement ou syndicalement actifs.

Dans tous les cas, partout les communistes, par le développement normal de la tactique du front unique et par le souci de défendre non d'étroits intérêts de parti, mais de défendre les intérêts de la classe ouvrière, partout, dis-je, les communistes gagnent du terrain sur les social-démocrates.

## L'INTERNATIONALE ET LE CONGRÈS OUVRIER MONDIAL

Le 23 avril, l'Internationale Communiste demande aux autres Internationales la convocation rapide d'un Congrès Ouvrier Mondial, pour exiger que la Conférence de Gênes s'occupe du désarmement et lutte contre la prétention des pays capitalistes de rétablir la propriété privée en Russie et d'y détruire les conquêtes de la Révolution.

La mauvaise volonté des chefs réformistes s'exprime en pleine lumière au Congrès syndical international de Rome. Ce congrès ne fait rien en faveur du front unique de la lutte ouvrière. Il se refuse à adhérer aux décisions de la Conférence de Berlin. Fimmen y déclare qu'il ne faut pas entrer en rapports avec l'Internationale Syndicale Rouge et qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des décisions de Berlin.

L'Internationale 2 1/2 n'ose pas approuver franchement cette attitude, mais elle ne conduit aucune campagne énergique pour montrer où sont

les véritables saboteurs du front unique. Bien au contraire, quand se produira la rupture de la Commission des Neuf, elle essaiera de partager également les responsabilités de cette rupture entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationale.

Adler a publié sa correspondance avec Mac Donald, le secrétaire de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il faut reconnaître que, pendant deux semaines, Adler, au nom de l'Union socialiste de Vienne, a fait son possible et a insisté pour demander à la 2<sup>e</sup> Internationale de voter la convocation de la Commission des Neuf, réclamée par la 3<sup>e</sup> Internationale, avant la clôture de la Conférence de Gênes.

Les organes majoritaires officiels ont été réduits à invoquer les plus misérables prétextes et à recourir aux plus misérables expédients pour retarder la réunion des Neuf.

Lors de la Conférence de Berlin, au sujet du Congrès ouvrier mondial, les délégués de la 2<sup>e</sup> Internationale avaient, en invoquant des raisons techniques, dit : « Pas avant la fin d'avril ». Ils croyaient alors qu'à cette date la Conférence de Gênes serait terminée et qu'il n'y aurait aucun danger d'entraver alors le travail des diplomates bourgeois.

Cependant, Adler, sur les instances pressantes de l'Internationale Communiste, se décide enfin à convoquer la Commission des Neuf pour le 5 mai, à Düsseldorf.

Sur la demande de Mac Donald, la réunion est remise au 7 mai.

Mais, par malheur, à cette dernière date, la Conférence de Gênes n'est pas encore terminée. Il faut à la 2<sup>e</sup> Internationale trouver un nouveau prétexte pour éluder la Commission des Neuf.

Décemment, la 2<sup>e</sup> Internationale ne pouvait plus agir ouvertement dans ce sens. Alors, on fait marcher la social-démocratie allemande. Celle-ci déclare dans ses journaux que le front unique joue à l'avantage des communistes et que la collaboration avec les communistes est plus mauvaise que la collaboration avec les partis bourgeois.

La veille de la réunion des Neuf, à Düsseldorf, la social-démocratie allemande télégraphie à Mac Donald pour demander que l'on renonce provisoirement à la Commission des Neuf, en attendant la convocation d'un Congrès de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui prendrait position sur la question.

C'est alors que, fort de ce prétexte, Mac Donald, le 7 mai, télégraphie que, pour cette date, la réunion de la Commission est impossible.

Adler laisse passer cette manœuvre sans protester.

En même temps, le *Vorwärts* mène une vigoureuse campagne de sabotage. Il déclare prématurée toute réunion prochaine de la Commission des Neuf. Il dit que l'on ne peut collaborer avec les communistes, puisque les concessions faites à Berlin par l'Internationale Communiste sont attaquées à Moscou. Le *Vorwärts* fait là allusion au discours de Lénine, dans lequel ce dernier disait : « Nous avons payé trop cher. » Le *Vorwärts* oublie de constater que Lénine n'a pas dit : « Il ne faut pas payer le prix convenu, bien qu'exagéré. » Tout en critiquant les concessions de Berlin comme excessives, le gouvernement soviétique les accepte. Il autorise les avocats de la 2<sup>e</sup> Interna-

tionale à venir défendre les socialistes-révolutionnaires, qui ont attaqué les armes à la main la Révolution russe. Pendant ce temps, le ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Severing, au nom du gouvernement allemand, interdit à Radek de prendre la parole en faveur de l'unité de front.

La vraie raison pour laquelle le *Vorwärts* combat la collaboration avec les communistes, c'est que ceux-ci prétendent garder leur droit de critique. C'est de cela que les chefs majoritaires ont peur, eux qui s'apprêtent à trahir les intérêts de la classe ouvrière.

Après la rupture de la Commission des Neuf, la délégation de l'Internationale Communiste lance une proclamation aux ouvriers du monde entier, dénonçant l'œuvre de sabotage entreprise par la 2<sup>e</sup> Internationale et invitant tous les travailleurs à accentuer leur pression contre les préparatifs français de Poincaré pour le 31 mai et pour la réunion, malgré les dirigeants de la 2<sup>e</sup> Internationale, d'un Congrès ouvrier mondial.

Cet appel a pleinement porté ses fruits en Allemagne, où l'opinion publique ouvrière réclame impérieusement la tenue de ces grandes assises du prolétariat de la terre entière.

## LE PARTI FRANÇAIS

En face de la lutte pour le front unique entreprise à l'échelle mondiale par l'Internationale Communiste pour le plus grand bien de la classe ouvrière, l'opposition indisciplinée du Parti Communiste français apparaît comme très mesquine et très puérile.

Comme très fâcheuse aussi. Alors que partout, notamment dans cette Allemagne si proche de la Révolution, les communistes avaient réussi à montrer clairement que l'unité de front est sabotée par les réformistes politiques et syndicaux, ceux-ci trouvent des armes pour se justifier dans toutes les décisions du Parti français. Il faut voir avec quelle joie toute la presse social-démocrate du monde entier s'empare des articles de nos journaux dirigés contre le front unique et des résolutions votées par notre dernier Conseil national. Et cela contribue à troubler dans la conscience ouvrière des pays étrangers une question qui était en train de devenir de plus en plus claire.

S'agit-il d'intransigeance et de respect des principes ? Qu'y a-t-il dans la tactique du front unique qui soit contraire au communisme ? Nous voyons que la première révolution ouvrière triomphante dans le monde est fille du front unique.

S'agit-il des intérêts du mouvement ouvrier français, qui seraient lésés par la tactique de l'unité de front. Je ne pense pas, comme on l'a fait dire fausement à Radek, que dans l'Internationale il soit nécessaire qu'un régiment se sacrifie pour sauver une division. Mais je pense, comme Radek l'a réellement exprimé, qu'un parti peut accepter de se gêner pour le succès de l'Internationale.

Je crois d'ailleurs que la tactique du front unique, loin de nuire au Parti français, lui sera profitable. Dans le monde entier, partout où elle a été appliquée, le mouvement communiste s'est épuré et son influence a grandi. Pourquoi la France ferait-elle exception ?

Nous perdrons la C. G. T. Unitaire. Mais elle est déjà perdue, et il s'agit précisément d'y faire pénétrer l'influence communiste par le jeu normal des droits syndicaux de nos adhérents. Et puis, si la C. G. T. Unitaire se trompe, faut-il la

suivre dans son erreur ? Ou bien, au contraire, le rôle du Parti Communiste n'est-il pas de lui indiquer le chemin ?

Je connais deux applications de front unique qui ont été faites dans notre Parti français.

La première, ce fut à l'occasion des élections cantonales, dans le département de la Nièvre, canton de Decize. Là, nos camarades fraternisèrent avec les dissidents et abandonnèrent toute liberté de critique. Cela permit de mesurer la profondeur de la pénétration de l'influence du millionnaire Moine dans ce canton. Même si le front unique n'avait pas été réalisé là-bas, l'influence moiniste et bourgeoise aurait existé. Mais elle n'aurait pas été mise en lumière et aurait continué sournoisement à miner la Fédération de la Nièvre. La tentative de front unique a permis de mettre le mal en pleine lumière. Et si nos camarades de là-bas, surtout ceux qui sont partisans du vrai front unique, savent s'attaquer impitoyablement au mal et savent profiter de l'occasion pour faire comprendre ce qu'est véritablement le front unique, la Fédération de la Nièvre, après une crise inévitable, sortira de là épurée et plus forte.

L'autre application du front unique dont je veux parler eut lieu à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, dans la Loire-Inférieure. Sur la proposition de nos camarades communistes, à Nantes, les syndicats réformistes et les syndicats unitaires décidèrent une manifestation commune. Au cortège participèrent 3.500 ouvriers. Les chefs majoritaires voulurent disloquer prématurément la manifestation. Nos amis proposèrent à la foule de continuer le défilé. La proposition fut acceptée d'enthousiasme. Les chefs réformistes apparurent à tous les yeux comme entraînés à la remorque d'une manifestation qu'ils avaient cherché à écarter. Qu'a perdu à cela la Fédération Communiste de la Loire-Inférieure et l'Union départementale unitaire ?

J'ajouterai à cela que la Fédération de la Loire-Inférieure, dont le Comité fédéral a toujours été partisan de la tactique du front unique, est une de celles qui n'ont à aucun degré été atteintes par la crise générale qui s'est abattue sur l'ensemble du Parti. Bien au contraire, ses effectifs ont augmenté.

Les Partis Communistes qui ont déjà combattu les armes à la main pour la Révolution, ceux qui, par conséquent, seraient les plus qualifiés pour s'élever contre une telle tactique allant à l'encontre des intérêts permanents du communisme, sont précisément ceux qui croient faire avancer le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire en pratiquant l'unité de front. Et chaque jour qui vient apporte des faits qui sont la confirmation de la fécondité de la tactique délibérée par l'Internationale. Le Parti français, qui jusqu'à présent n'a pas été contraint à la vie illégale et n'a pas eu l'occasion de prendre les armes contre la bourgeoisie, va-t-il, par je ne sais quel résidu de nationalisme qui subsisterait encore en lui, croire qu'il se trouve dans des conditions tellement particulières qu'une tactique éprouvée comme bonne par toute l'Internationale serait mauvaise pour lui ? Comme le disait excellemment Radek à la Conférence de l'Exécutif élargi : « Celui qui ne se croit pas fait du même métal que les autres, celui-là n'est pas un communiste. » Le Parti français doit répudier son obstination d'enfant capricieux et gâté. Plutôt que de contempler son nombril, il ferait mieux de jeter les yeux sur le vaste monde et de faire son profit de toute l'expérience internationale.

Albert TREINT.

# PARTI POLITIQUE ET SYNDICAT

## Qu'est-ce que c'est que la Politique ?

Dans le sens ordinaire du mot, faire de la politique, c'est chercher à influencer par l'intermédiaire de l'Etat, l'ensemble de la société.

Mais cette définition est incomplète. Elle est juste et suffisante pour caractériser la politique de la bourgeoisie, celle des Partis prolétariens réformistes et celle du syndicalisme réformiste, mais non pas celle-ci : les courants, celle des Partis ou fractions révolutionnaires du prolétariat, syndicalisme, anarchisme, communisme.

Ces trois tendances du mouvement prolétarien n'ont pas un caractère politique dans le sens bourgeois, mais toute leur activité est essentiellement politique ; elles tâchent de changer complètement la société actuelle, aussi bien son économie que toutes les institutions.

C'est dans cette signification élargie que nous, communistes, entendons la politique.

Nous devons sans relâche répéter cette simple vérité à nos amis syndicalistes-révolutionnaires qui, trop souvent, se défendent de toute politique, se déclarent politiquement neutres, et qui n'en font pas moins de la politique tout autant que nous, et, tout autant que nous, de la politique révolutionnaire tendant au renouvellement de la société.

Si nous arrivions à faire avouer franchement à nos camarades syndicalistes qu'ils font — comme nous — de la politique, il serait bien plus facile de résoudre la vieille question des relations entre Parti Communiste et syndicats.

Les syndicalistes-révolutionnaires s'identifient volontiers avec le mouvement ouvrier dans son ensemble.

C'est à tort. Les ouvriers qui font une grève ne sont pas forcément des syndicalistes, encore moins des syndicalistes-révolutionnaires ; ils appartiennent à toutes les tendances, mais la plus grande partie est encore inorganisée.

Le fait que les syndicalistes font de la politique, et le fait qu'ils ne sont qu'une partie des ouvriers syndiqués ou en grève amènent à se demander quelle est la différence entre eux et les communistes.

On n'aperçoit qu'une seule différence : les communistes se sont constitués en Parti politique distinct des organismes syndicaux, tandis que les syndicalistes-révolutionnaires cherchent à faire des syndicats l'organisme dont ils ont besoin en vue de la préparation de la Révolution.

Et comme ils ont défini leur but final, ils ont — plus ou moins clairement — défini leur programme d'action.

Les syndicalistes-révolutionnaires font de la politique aussi bien et autant que les communistes. Ils sont une fraction politique du mouvement prolétarien.

De quel droit, alors, nos camarades syndicalistes-révolutionnaires veulent-ils se réserver la direction politique des syndicats, des grèves et de tous les mouvements des masses ouvrières ? De quel droit s'opposent-ils aux tentatives des communistes à faire valoir dans les syndicats leurs idées, leurs méthodes, leur tactique de combat ?

Il y a en France une singulière habitude : c'est d'opposer l'économie à la politique. On nous dit que le syndicalisme combat sur un terrain et par des moyens purement économiques.

Trop de camarades syndicalistes oublient que

l'économie et la politique sont deux choses inséparables, que toute la société constituée forme un ensemble qui englobe l'économie, toutes les institutions civiles superposées, toute l'idéologie. Celui qui dit : économie, dit en même temps : politique. Pas d'économie qui n'aboutisse à la politique ; pas de politique qui ne soit conditionnée par l'économie.

Obligé de lutter contre les institutions de l'Etat, se heurtant à l'Etat dans chaque conflit économique — le syndicalisme aboutit forcément à la politique. Sa soi-disant neutralité se borne en somme à ne faire ni politique électorale, ni politique parlementaire.

## Nécessité du Parti Politique Prolétarien

La diversité dans les conditions de vie de la classe ouvrière engendre inévitablement des diversités dans sa mentalité, certains ouvriers sont révolutionnaires, d'autres sont réformistes, il en est même qui se croient conservateurs. Il y a les ouvriers qui ont passé toute leur vie dans les faubourgs des grandes villes ; à côté d'eux, des ouvriers récemment arrivés de la campagne ; il y a les fonctionnaires de l'Etat, les employés de banque et de commerce, etc... ; à la campagne, les ouvriers agricoles ; il y a des différences entre les ouvriers qualifiés et les non-qualifiés, entre les ouvriers des grandes usines et les petits artisans, descendants directs de la petite bourgeoisie, encore tout imbus des vieux préjugés de leur entourage.

Le prolétariat est en état de perpétuelle métamorphose et n'adoptera jamais une idéologie uniforme. On distinguera toujours des fractions diverses dont les unes ont pleine conscience de leur devoir historique, tandis que les autres n'avancent qu'à pas comptés vers la Révolution.

En face des ouvriers dont la conscience est nulle ou très faible et qui agiront plutôt sous l'empire du désespoir qu'en pleine connaissance de cause, les ouvriers révolutionnaires ont le devoir impérieux de former un organisme spécial susceptible d'accélérer l'évolution du prolétariat, un organisme qui détermine à la fois le but final et les moyens d'action : ils doivent, en un mot, former un parti politique de la classe ouvrière.

Nos amis syndicalistes-révolutionnaires nous objecteront que c'est au syndicalisme lui-même qu'incombent justement toutes ces fonctions.

Cette objection est contredite tout d'abord par l'expérience des pays germaniques et anglo-saxons où des millions d'ouvriers sans parti sont organisés dans les syndicats, pour atteindre — par des moyens purement corporatifs — des buts qui ne dépassent pas le cadre de la société bourgeoise. Dans ces pays, l'importance d'une organisation spéciale des ouvriers révolutionnaires se superposant à l'organisation syndicale, est évidente.

Mais la nécessité du parti politique — comme nous nommons cette organisation spéciale des travailleurs révolutionnaires — n'est pas moins évidente pour les pays latins.

Prenons la France comme exemple. Le syndicalisme français est un mélange de courants corporatifs et politiques. Les syndicats ne sont pas des organisations prolétariennes englobant à la fois des sans-parti, des socialistes, des communistes, des réformistes, sans parler même des

radicaux — ils ne sont pas non plus un parti politique proprement dit, ayant un programme et des moyens d'actions déterminés. Le syndicalisme français est un curieux mélange de ces deux types contradictoires et il faudra bien qu'on se décide enfin à résoudre cette contradiction logique.

Il n'est pas possible que les syndicalistes continuent de monopoliser les organismes syndicaux pour s'en servir dans des actions ostensiblement politique. Il faut qu'ils avouent enfin qu'ils constituent une fraction politique, sinon un parti.

Si nos camarades syndicalistes-révolutionnaires saisissent la différence qu'il y a entre *parti politique et syndicat*, la nécessité d'une organisation spéciale des ouvriers révolutionnaires superposée à l'organisation générale des prolétaires de toutes les tendances s'ils reconnaissent l'importance du Parti Communiste ayant pour but final l'abolition des classes et pour moyen transitoire la dictature du prolétariat, le mouvement ouvrier français aura fait un grand pas dans la voie de la clarification.

Les camarades syndicalistes-révolutionnaires nous aiderons alors à former un parti politique prolétarien qui soit le véritable guide du mouvement ouvrier.

Nous devons parler très franchement aux camarades syndicalistes sur tout ce qui concerne ces questions.

*Mais il n'est pas moins urgent que nous cherchions à faire du Parti Communiste un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui évite toutes les déviations auxquelles aboutit le crétinisme parlementaire, l'électoratisme bas ; un parti vraiment agissant et décidé, qui soit en contact permanent avec les masses en lutte, qui combatte et souffre avec elles ; un parti qui inspire pleine confiance aux masses laborieuses.*

*Lorsque ce Parti véritablement communiste existera enfin, les syndicalistes révolutionnaires seront bien obligés, qu'ils le veuillent ou non, d'en reconnaître la nécessité.*

H JEANNIN.

## « LES LATRINES DU KANT »

Ces messieurs de l'Action Française s'amusez décidément beaucoup et croient, dur comme fer, que « c'est arrivé ». « Le lion révolutionnaire n'a plus, paraît-il, qu'une tête de veau », et l'auteur des *Morticoles* et de l'*Entremetteuse* en fait des gorges chaudes. Dormez, bons bourgeois de France et de Navarre, sur vos deux oreilles : vous n'avez plus rien à craindre, et M. René Dumas, ex-secrétaire du Syndicat de l'Habillement, naguère révolutionnaire, est passé, avec armes et bagages, dans le camp du Roi !

M. René Dumas était-il un « foudre de guerre » ? La Révolution a-t-elle beaucoup perdu en le perdant, — et le Roi beaucoup gagné en... l'acquérant ? Je n'oserais en juger, mais dans la confession que la *Production française* a publiée de cet excellent garçon, destiné désormais à figurer le syndicaliste d'Action Française, à la suite du fameux Poulanc (au nom vraiment symbolique), je relève une phrase qui me laisse rêveur et me donne quelques doutes sur l'intelligence de notre héros, qui pourtant fait l'admiration... intéressée de Léon Daudet. « Quant à l'emploi de la chaussette à clous, de la machine à bosseler, écrit gravement M. Pierre Dumas, il était réservé uniquement par les ouvriers révolutionnaires, à des ouvriers qui ne l'étaient pas. » Mais, délicieux camelot du Roi, néophyte plein de zèle, à qui croyez-vous donc que ces fameux instruments furent-ils jamais destinés, par hypothèse, définition et construction, sinon aux ouvriers non révolutionnaires, aux jaunes traitres à leur classe ? Et puisque vous êtes devenu patriote, en devenant royaliste, je vous demanderai avec une certaine curiosité à qui vous réserveriez, en cas de guerre, les balles de votre fusil loyal, sinon aux... antipatriotes, qui refuseraient de marcher à la frontière ? La grève, c'est la guerre ouvrière, et un jaune est un traître — digne de tous les mépris et des exécutions les plus capitales. Je ne devrais pas avoir à rappeler cette vérité élémentaire à un ex-syndicaliste.

Mais passons. Léon Daudet a embouché la trompette par avance, *urbi et orbi*, la conversion

miraculeuse d'un syndicaliste révolutionnaire aux doctrines de l'A. F., et, naturellement, il faut, pour les besoins de la cause, que ce syndicaliste soit le garçon le plus époustouillant du monde. Il y aura plus de joie au ciel pour un pêcheur repentant que pour dix mille justes qui auront persévéré ; et l'exemple de M. Pierre Dumas est évidemment... très édifiant. Mais ce n'est pas cela qui motive cet article, et j'ai hâte vraiment d'en arriver à ma trouvaille, car il y a une... trouvaille dans cet article de Daudet, une magnifique trouvaille, et personne, sans doute, ne l'aurait pu faire que notre Procureur du Roi si habile à dépister les espions et dont l'imagination est vraiment fertile, abondante et... tout particulièrement heureux de ses mirobolantes découvertes. Oh ! je suis sûr que Léon Daudet a été fort content de sa trouvaille, qu'il en a jubilé, qu'il en a ri tout son saoul tout seul, dans son cabinet de travail, d'un rire homérique, je veux dire rabelaisien. Quels sacrifices n'imposerait-il pas à la Vérité pour faire un bon mot ? Comment résister à l'appât succulent d'une plaisanterie même... grasse quand on est une bonne fourchette comme notre gastrosophe, qui volontiers, comme Fourier, accordait à la cuisine une place d'honneur dans l'harmonie sociale, et la cuisine, n'est-ce pas, appelle... le reste. Elle appelle, mon Dieu oui, les latrines, et sachez donc, bonnes gens, qui ne vous seriez jamais douté, sachez une fois pour toutes que Karl Marx ne fut rien que... la latrine du Kant. C'est, comme je vous le dis en bon français, pour qui le pet de Bonnefoy et les propos torcheculatifs de Rabelais n'ont évidemment plus de secrets !

Karl Marx inspire à Léon Daudet un tel dégoût, un tel ennui, ce Boche de Trèves, ce Prussien, qu'il n'a pu le comparer qu'à l'autre Boche, si ennuyeux lui aussi, celui de Königsberg, ce Prussien oriental, l'auteur de la *Critique de la Raison pure*, et le grand responsable de la... grande guerre. Mais oui — car vous ne l'ignorez plus, j'espère, Karl le pacifiste, le fabricant d'un projet de paix perpétuelle, n'est rien moins

que le père authentique de la grande guerre. Car ce n'est pas Poincaré qui a déchaîné le cataclysme, c'est Emmanuel Kant ! C'est là, désormais, une vérité bien démontrée, un *dogme* de l'*Action Française*, et l'on sait que les dogmes de l'*Action Française* sont personnes bien... établies, solides sur pattes, imperturbables et... suffisantes. Eh bien ! parmi ces dogmes superrichement bien fondés et désormais sûrs d'une éternité en airain, il y aura celui-ci : que Karl Marx ne fut que... la latrine de Kant.

J'avais toujours pensé jusqu'ici qu'entre l'esprit kantien et l'esprit marxiste, pour tout homme un peu averti et qui ne se paie pas de mots, même bons, il y avait un véritable abîme. Il ne me serait jamais venu, je l'avoue, à l'esprit de rapprocher ces deux hommes aussi différents l'un de l'autre que le jour et la nuit, la paix et la guerre, un *préliste* et un fils de Méphisto. Il paraît que, naïf, je me trompais et que je n'y entendais rien — et qu'il y a au moins un point commun entre Kant et Marx : c'est d'être tous les deux, pour un gent de lettre et un romancier comme l'auteur de *Suzanne*, horriblement ennuyeux. Et cela, c'est vraiment un défaut impardonnable, car que voulez-vous, moi, *bon Français*, bonne fourchette et fils du bon vin de France, j'aime lire et j'aime la gaieté. Ne me parlez pas des *raseurs* ; — un raseur, c'est la fin de tout, eût-il du génie ! Quel imbécile aussi que ce Marx, qui ne fut vraiment pas divertissant, ni pittoresque, qui n'eut jamais de duel, ni d'aventures galantes, qui ne fut qu'un bon père de famille, un *bon bourgeois*, quoi, et combien raplapla ! Ah ! parlez-moi plutôt de Ferdinand Lassalle, un juif aussi, sans doute, mon Dieu oui, et c'est parbleu dommage, mais un juif *intéressant*, pittoresque à souhait, un homme à aventures, à duels retentissants, un romantique, un révolutionnaire romantique, dandy, beau garçon, soignant ses attitudes et ses toilettes, un père ruffian, mais, je le répète, si... *pittoresque* ! Que voulez-vous, nous, gens de lettres, il nous faut des types à mettre dans un roman, des types qui puissent inspirer un romancier — et quel parti tirer, je vous prie, d'un Karl Marx et d'un Emmanuel Kant, de ces gens à doctrine, engoncés dans leur système comme dans un faux-col, raides et solennels, jet *ennuyeux*, enfin, pour tout dire, à *périr*. Kant a beau avoir révolutionné, tel Copernic, le monde philosophique, et Marx a beau avoir révolutionné le monde ouvrier ; ils furent ennuyeux, vous dis-je, cela ne se peut pardonner aux... latrines !

Vous pensiez peut-être qu'un « homme d'ordre », un défenseur de la « religion, de la famille et de la propriété » et, par-dessus le marché, du *classique*, aurait préféré un Karl Marx à un Lassalle, en raison précisément de ses qualités de sérieux, de la gravité de ses convictions, de la rectitude de sa vie ! — Mais non, vous n'y êtes pas : un *ruffian*, comme Lassalle, fait bien mieux l'affaire de nos conservateurs, qui le considèrent comme peu dangereux, en effet, et facile à gagner, à séduire, à corrompre. Que faire, au contraire, avec ces gens à principes qui font l'incorruptible et dont la franchise révolutionnaire, par sa gravité même, est inaccessible aux facéties des salons et aux séductions culinaires et féminines ? Dans notre doux pays de France, le seul pays du monde où l'on *sait* manger et boire, le pays de la « théologie de Béranger », où l'on aime le *curé des bonnes gens*, un curé qui sait aller au cabaret et ne damner personne, un *curé rabêlâsien*, les gens à principes ne sont guère popula-

res. Aussi Karl Marx — ah ! quel nom dur et revêche ! — ce sale Boche, ce sale Prussien, aux doctrines rébarbatives, n'a jamais pu être *avalé* par nos Français, toujours sceptiques, libertins et gaulois, pas plus que Kant ou que Hyzlt, gens *gothiques*, et l'on sait si Voltaire aimait la gothique ! Il y a bien eu des Français pour s'en enticher, mais ce ne fut jamais que par snobisme, le snobisme des *modes* étrangères.

Mais laissons de côté ces calembredaines, qui peuvent satisfaire peut-être un gent de lettres, mais non un homme sérieux. Au fond de cette préférence affichée pour un Lassalle aux dépens d'un Marx, si nous en cherchons les raisons véritables et profondes, on trouvera peut-être ceci : le socialisme d'Etat d'un Lassalle était éminemment susceptible de faire sa partie dans un *empire* : *tendances sociales*, comme l'était celui qu'avaient fondée les Hohenzollern, et, en fait, nos *socialistes du kaiser*, plus lassalliens que marxistes, ont montré sur ce point tout leur savoir-faire. De même chez nous, il est remarquable que Maurras eut toujours pour Guesde, qui fut lui aussi beaucoup plus lassallien que marxiste, une tendance toute particulière ; Guesde avait fondé le *Parti Ouvrier français*, il fut toujours patriote, et il a fini sa carrière dans un ministère de la Défense nationale. Voilà, comme dit l'autre, l'explication de la... gravure. On peut gagner un Lassalle à l'Empire ou au Roi ; rien à faire, au contraire, avec un Marx, ce révolutionnaire internationaliste, dont l'esprit revit aujourd'hui si nettement dans un Lénine. Mieux, c'est vivant la Révolution prolétarienne, — c'est le *mythe révolutionnaire* dans toute sa pureté et sa sublime grandeur, sans compromission possible, sans adultération *nationale*, et voilà pourquoi nos nationalistes lui ont voué une haine toute particulière et ma foi... très clairvoyante. Il faut détruire le *capital* ; Georges Valois, l'économiste de l'*Action Française*, a rêvé d'écrire un *Anti-Capital* ; l'illustrateur de la lutte de classes, est, en effet, le seul obstacle sérieux au triomphe de l'*Union sacrée*, — aussi... *delenda Carthago* et à *bas Karl Marx* ! crient de tout leur cœur nos nationalistes intégraux. Mais nous, révolutionnaires, c'est une raison de plus pour nous attacher obstinément à celui qui, avec notre Proudhon, reste le plus grand théoricien de la Révolution prolétarienne. *Et vive Karl Marx* ! M. Léon Daudet et tous ces Messieurs de l'A. F. paraissent convaincus que le socialisme est mort, — une antiquaille qui ne vaut même plus la peine d'être discutée et bonne à mettre dans quelque musée. Ces Messieurs manquent vraiment trop de perspective historique. Ils devraient savoir que ce n'est pas la première fois qu'on dit le socialisme mort ; il n'en a pas moins ressuscité toujours de ses cendres, tel le Phénix. Il en est de lui comme du christianisme, dont on a également prédit la mort tant de fois et qui se porte encore assez bien. Et j'ose le leur affirmer, le *socialisme est immortel* ; si la réaction, comme en 1851 ou en 1871, paraît actuellement maîtresse en France, ce n'est là qu'une apparence éphémère, et puisque Léon Daudet aime rire, rira bien qui rira le dernier !

SPECTATOR.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur